
La carrière parlementaire d'Henri Bourassa à Québec

par Gilles Gallichan

Le passage d'Henri Bourassa à l'Assemblée législative de Québec fut aussi bref que spectaculaire. Élu en 1908, il ne siégea que pendant les quatre sessions de la 12^e législature et se retira de la lutte électorale en 1912. Cependant, aux yeux des contemporains, cet épisode est apparu comme un grand moment de la vie politique du Canada français. Témoin de son époque, il a perçu avec acuité certains de nos problèmes contemporains, saisi des lignes de force de l'existence nationale des Québécois, mais il a aussi traîné des archaïsmes idéologiques. Henri Bourassa demeure un personnage incontournable de l'histoire politique et intellectuelle du Québec. Son nom sonne comme un coup de clairon, et il représente un modèle pour plusieurs générations de Québécois. Cet article évoque la vie d'un homme qui, selon ses propres mots, aux jouissances du pouvoir préférerait le triomphe de l'idéal.

En 1908, à 40 ans, Henri Bourassa est déjà depuis longtemps une personnalité politique de premier plan. Né à Montréal le 1^{er} septembre 1868, il est le fils de l'artiste et homme de lettres Napoléon Bourassa et d'Azélie Papineau, fille de Louis-Joseph Papineau. Il est donc le petit-fils et un peu l'héritier spirituel du célèbre patriote bas-canadien. Après ses études à l'École polytechnique de Montréal, le jeune Henri va compléter sa formation au collège Holy Cross à Worcester, au Massachusetts, dans une région où vivent de nombreux Franco-Américains.

Dans l'arène politique

Revenu au Québec, il ne tarde pas à manifester des talents d'entrepreneur. Il se lance en affaires, fonde une ferme modèle à Montebello et relance un journal franco-ontarien, *L'Interprète*, de Clarence Creek. En 1889, à 21 ans, il devient maire de Montebello. Il s'oriente vers la politique, qui sera la passion de sa vie. À Ottawa, le chef du Parti libéral, Wilfrid Laurier, s'approche du pouvoir et, aux élections de 1896, il recrute le jeune et brillant Bourassa, qui est élu député de Labelle à la Chambre des communes.

Laurier a vite saisi la personnalité complexe de son poulain, à la fois radical dans ses idées de réforme politique et de progrès national et conservateur sur les questions sociales et religieuses. Bourassa est un monstre, écrit-il, c'est un « castor rouge ». L'expression « castor » désignait les plus ultramontains des conservateurs et les « rouges » formaient l'aile gauche et radicale des libéraux. Bourassa réussira dans sa vie politique cet amalgame apparemment paradoxal de contradictions idéologiques.

La participation de soldats canadiens à la guerre des Boers en 1899 provoque la rupture entre Bourassa et Laurier qui avait pris la décision d'envoyer des volontaires dans cette guerre de l'Empire sans soumettre la question au Parlement. Associant l'envoi de troupes à un impôt du sang, Bourassa voit dans cette guerre décidée en Angleterre une violation du principe libéral : « Pas de taxation sans représentation ». Le 26 octobre 1899, il démissionne et se fait réélire comme député indépendant de Labelle.

Cet épisode fait de lui une figure nationale de la scène politique. Au cours des années suivantes, on le voit débattre des grandes questions comme l'immigration, les écoles françaises de l'Ouest, la loi du dimanche ou la politique impériale de la Grande-Bretagne. Sur ce front, il pousse le gouvernement

Gilles Gallichan est bibliothécaire à la Direction de la Bibliothèque et des études documentaires de l'Assemblée nationale du Québec.

Laurier à affirmer de plus en plus clairement l'indépendance du Canada au sein de l'Empire britannique.

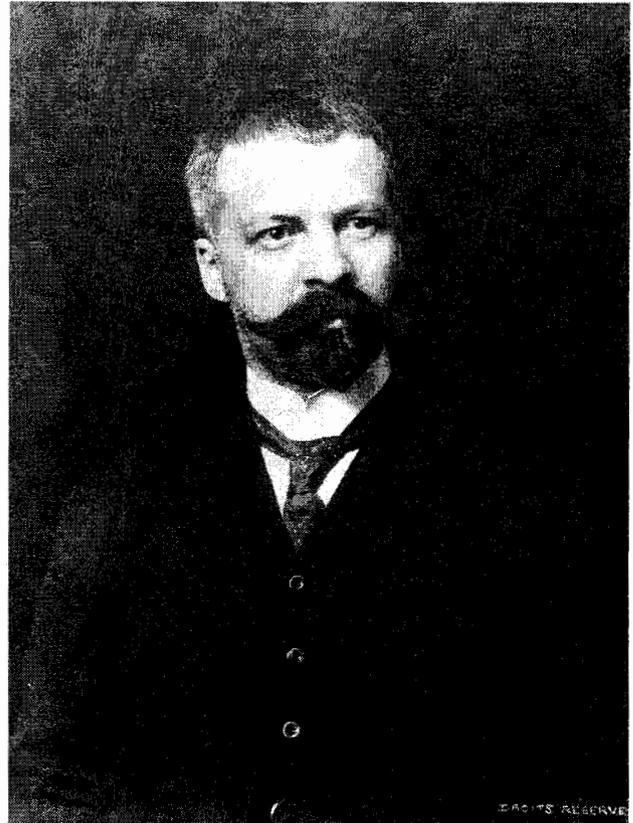
En 1903 est fondée l'Association catholique de la jeunesse canadienne-française. L'ACJC, très présente sur la scène publique, laissera sa marque sur la génération des Québécois du tournant du siècle. Un hebdomadaire voit aussi le jour sous le titre *Le Nationaliste*. Avec un rédacteur comme Olivar Asselin, le nouveau journal ne ménage pas ses mots contre les vieux politiciens installés au pouvoir, les partis au service des trusts et la corruption des gouvernements. Pour cette jeunesse frondeuse, Henri Bourassa apparaît comme un maître à penser, et ses apparitions publiques sont toujours applaudies par un jeune public enthousiasmé.

L'agitation qu'il soulève inquiète fort les milieux anglo-canadiens pour qui il représente un agent de discorde et un semeur de division. Il tient des propos qui irritent également les élites francophones, comme lorsqu'il constate tristement que les pires trahisons nationales « ont trouvé chez nous des apologistes, et parmi les plus huppés des nôtres; c'est précisément à ceux qui ont le plus lâché que nous avons fait le plus confiance, que nous avons prodigué l'encens de nos hommages serviles¹ ».

En 1907, Bourassa trouve un disciple à ses côtés, le jeune député de Montmagny, Armand Lavergne. Il avait été élu député libéral à la Chambre des communes en 1904, mais ses critiques du gouvernement avaient obligé Laurier à lui montrer la porte. Lavergne s'était en particulier opposé à Laurier sur la question des écoles françaises de l'Ouest. Il trouvait humiliante l'attitude du gouvernement qui, sur cette question, obligeait les libéraux « à reculer en ayant l'air d'avancer ». Bientôt, on compte un autre député nationaliste à Ottawa. Lorenzo Robitaille, le nouveau représentant du comté de Québec, a provoqué une vive surprise en gagnant l'élection partielle contre le candidat vedette des libéraux, Georges-Élie Amyot.

Présents à Ottawa, les nationalistes regardent aussi du côté de Québec et du gouvernement de Lomer Gouin, qui est soumis au feu de leurs critiques. Dans *Le Nationaliste*, Asselin ne rate pas une occasion d'égratigner de sa plume les honorables Prévost et Turgeon, respectivement ministre de la Colonisation et ministre des Terres et Forêts. Bourassa s'intéresse particulièrement à ces questions qu'il juge fondamentales pour l'avenir national. Souvent, dans les assemblées auxquelles il participe, le député de Labelle aborde des dossiers de politique provinciale, mais il hésite à se présenter personnellement contre le gouvernement Gouin.

Le 5 août 1907, sur la place Jacques-Cartier à Saint-Roch de Québec, les nationalistes organisent une assemblée publique. Cette réunion au coeur même du comté de Wilfrid Laurier est perçue comme une provocation par les adversaires de Bourassa et de Lavergne. L'assemblée tourne mal et des commandos de jeunes libéraux chassent les orateurs à coups de pierres et de projectiles. Lavergne, légèrement blessé par un pavé, accusera



Henri Bourassa in 1912
(Archives nationales du Québec à Québec,
Fonds Famille Napoléon Bourassa)

longtemps Louis-Alexandre Taschereau d'avoir provoqué cette émeute.

Après l'assemblée de Saint-Roch, le ton monte entre Bourassa et les libéraux provinciaux. Le ministre Adélarde Turgeon lui lance le défi de se présenter contre lui en élection partielle dans son comté de Bellechasse. Poussé dans son honneur, Bourassa accepte. « J'aime mieux me faire battre que de passer pour un lâche », dit-il à ceux qui lui enjoignent de ne pas tomber dans ce piège. En effet, Bellechasse est un comté rural dont les vieilles paroisses votent traditionnellement pour des libéraux; la lutte sera inégale.

Malgré une campagne électorale courageuse, le 4 novembre 1907, Bourassa est battu par 700 voix. Le cabinet est satisfait puisque, ayant dû démissionner de son siège de Labelle aux Communes, le chef nationaliste n'a plus désormais de tribune parlementaire. Ce n'est pourtant pas la fin de la partie, car la défaite ne semble pas entamer la popularité d'Henri Bourassa, et on annonce bientôt des élections générales au Québec.

Avec beaucoup d'habileté, le petit-fils de Papineau se réclame de l'héritage libéral et dénonce les arrivistes qui se servent du parti comme « d'un escabeau pour monter ». S'il fait

campagne contre le gouvernement Gouin, c'est pour relever l'honneur du parti et arracher des mains des libéraux « le vieux drapeau qu'ils ont déchiré et souillé² ». Le ministre de la Colonisation, J.-B.-B. Prévost, qui a démissionné du cabinet, attaque à son tour les politiques de Gouin. L'ancien ministre sera candidat libéral indépendant dans son comté de Terrebonne et deviendra un allié objectif de Bourassa. L'opposition conservatrice profite aussi du phénomène Bourassa. En vue des élections, le chef de l'opposition, Évariste Leblanc, entend établir une alliance électorale et retirer son parti des circonscriptions où il y aura un candidat nationaliste.

Dans les milieux ouvriers et syndicaux, on se méfie cependant de Bourassa, de son conservatisme social et de son cléricisme aux couleurs ultramontaines. Quant à Laurier, il s'établit entre le premier ministre fédéral et Bourassa un pacte tacite de respect mutuel. On évite de part et d'autre les attaques personnelles et intempêtes, chacun salue au contraire le prestige et les talents de son ancien adversaire et ami.

Les élections sont déclenchées le 6 mai 1908. C'est un scrutin important pour Lomer Gouin, puisque c'est la première fois qu'il se présente devant l'électorat depuis qu'il a chassé du pouvoir son ancien chef, Simon-Napoléon Parent, en 1905. Ses adversaires ne manquent pas de rappeler qu'il est au pouvoir non par la volonté du peuple mais par la « force de la trahison ». Bourassa, qui cherche une revanche depuis sa défaite dans Bellechasse, pousse l'audace jusqu'à poser sa candidature dans le comté de Saint-Jacques, qui est représenté par Lomer Gouin depuis plus de 10 ans.

La loi électorale de l'époque permet aux candidats de se présenter dans plus d'un comté au cours d'une même élection. Prudent, Lomer Gouin s'inscrit aussi dans Portneuf et, pour ne pas être en reste, Bourassa se présente dans Saint-Hyacinthe. Le groupe des nationalistes présente une demi-douzaine de candidats tous indépendants, puisque Bourassa refuse de créer un nouveau parti politique.

Le courant de sympathie populaire qui entoure Henri Bourassa inquiète un peu les libéraux. *Le Canada*, journal du parti à Montréal, compare ce phénomène au boulangisme qui, dans la France républicaine, a eu l'effet d'un feu de paille. « Nous sommes bien les cousins de cette population française qui acclamait le général Boulanger, était prête à faire une révolution pour lui et, six mois après, n'y pensait plus³ ».

La campagne électorale tourne en faveur des nationalistes. Le 8 juin, le Parti libéral est reporté au pouvoir, mais, dans Saint-Jacques, Bourassa défait le premier ministre Gouin par 43 voix et, dans Saint-Hyacinthe, un recomptage des bulletins donnera à Bourassa une majorité de 38 voix. Cette double victoire à l'arraché représente un véritable triomphe. Le vainqueur arrive de Saint-Hyacinthe en fin de journée et ses partisans l'attendent nombreux à la gare Bonaventure de Montréal. Sa voiture est littéralement emportée par une vague humaine jusqu'à une tribune dressée rue Sainte-Catherine en face du journal *La Patrie*, qui a soutenu sa campagne. Une foule

de 10 000 personnes empêche toute circulation au centre-ville. Le correspondant de *L'Action sociale* écrit : « Dans la foule qui s'écrasait à escorter la voiture du petit-fils de Papineau, soufflait un vent d'enthousiasme. On croyait saluer l'aurore d'un mouvement d'opinions que la province de Québec verra peu à peu s'affermir et s'affirmer⁴ ».

Le nouvel élu, la voix brisée par la fatigue, improvise un discours. Il termine son discours par cette envolée : « Ce que je cherche, c'est l'accord des hommes dans un patriotisme nouveau, imposant un gouvernement dont les aspirations soient de s'élever plus haut et non de descendre plus bas, de poser sur la montagne un flambeau d'idéal que vous avez allumé, ce soir, et que vous ne laisserez pas éteindre par des politiciens de bas étage⁵ ».

À l'été de 1908, Bourassa fait un voyage en France, en Belgique et en Angleterre. Il est de retour au pays pour assister à la réélection de Wilfrid Laurier en octobre. De son côté, Gouin prend son temps pour convoquer la première session de la nouvelle législature, il veut peaufiner un programme législatif qui redore l'image de son gouvernement. Les Chambres ne sont réunies qu'en mars 1909.

Député d'Assemblée législative

L'opinion publique attend cette session avec impatience. Omer Héroux, éditorialiste à *L'Action sociale* et futur collaborateur de Bourassa au *Devoir*, écrit que l'on s'attend à quelque chose de neuf pendant cette session, à « un spectacle tel qu'on n'en a pas vu depuis longtemps ». Si on les attaque, prédit Héroux, « les deux nationalistes [Bourassa et Lavergne] rendront les coups. Ils ont fait preuve jusqu'ici d'un naturel peu endurant⁶ ».

À Québec, on n'avait pas vu depuis les années de Mercier un tel intérêt autour d'une session parlementaire. Les discours de Bourassa deviennent un spectacle parmi les plus courus de la capitale. Armand Lavergne évoque dans ses mémoires les séances où il était difficile de loger la foule qui se pressait dans les tribunes. Lorsqu'on savait que Bourassa devait parler, on s'y écrasait littéralement. Le 9 mars 1909, *La Patrie* écrit :

Quelques minutes après l'ouverture des portes, il ne restait pas un pouce de libre dans l'espace réservé aux auditeurs. Les députés aux abois se dépensaient en vains efforts pour obtenir l'admission à certains électeurs qui les talonnaient, et les constables ne suffisaient pas à retenir dans les limites permises ceux qui avaient été assez heureux pour conquérir leur place et qui, poussés par le flot débordaient presque sur le parquet de l'Assemblée. C'est un fait inouï, s'accordent à dire les plus anciens témoins des journées glorieuses d'antan⁷.

Ce jour-là, à l'Assemblée, Bourassa se lève à 23 heures et prononce un discours de plus de trois heures. Néanmoins, il réussit à tenir religieusement attentive jusqu'aux petites heures du matin une foule compacte qui n'a pas bougé un instant. Le magistère qu'il exerce lui vaut bien des commentaires de ses adversaires libéraux. On le caricature et on lui décerne ironiquement le titre de « maître » ou de « rédempteur de la



Caricature de Lomer Gouin parue dans le *Montreal Star* le lendemain de l'élection du 8 juin 1908. On y voit le premier ministre en joueur de base-ball recevant la balle de la victoire électorale de son parti, alors que Bourassa touche de justesse le marbre du comté de Saint-Jacques qu'il enlevait au premier ministre. (Archives nationales du Québec, Direction de l'Ouest du Québec, Fonds Armour Landry)

patrie»; ses admirateurs, par contre, voient en lui l'ombre illustre de Papineau et le champion de nos droits. Sur des airs folkloriques, on compose des chansons qui témoignent de la popularité des deux députés nationalistes de l'Assemblée⁸.

Évariste Leblanc n'a pas été réélu en 1908 et le chef de l'opposition officielle est maintenant Joseph-Mathias Tellier, représentant de Joliette. Tellier n'a pas le panache ni le charisme de Bourassa, et les libéraux tentent, mais en vain, de les opposer l'un à l'autre. Le chef de l'opposition est un honnête homme qui sait éviter les pièges de la zizanie. Il remplit bien les devoirs de sa charge et laisse au député de Saint-Hyacinthe toute la place qu'il veut bien occuper en face de l'équipe ministérielle. Qui plus est, Tellier admire Bourassa et s'honore de son amitié, il va même jusqu'à partager avec le député de Saint-Hyacinthe son bureau de chef de l'opposition, puisqu'à cette époque les simples députés n'ont pas de bureau attiré au parlement.

Pendant toute la session, il attire un public étudiant qui manifeste souvent son approbation malgré les nombreux rappels à l'ordre du président. Cette assiduité de ses

admirateurs fait dire aux ministériels que les nationalistes ne sont que deux sur le parquet, mais qu'ils sont soutenus par « l'opposition des galeries ».

Après cette session, les conservateurs tentent de fraterniser davantage avec les nationalistes. Même s'il se méfie des organisations de partis, Bourassa joue le jeu, car il a besoin des barons de l'opposition conservatrice s'il veut réunir les fonds nécessaires au lancement d'un journal. Les projets de Bourassa se réalisent à l'automne et, lorsque les députés se réunissent de nouveau en mars 1910, le député de Saint-Hyacinthe est devenu le directeur-fondateur d'un nouveau quotidien, *Le Devoir*. Bourassa tient à l'indépendance de son journal et il la défendra contre vents et marées. Le journalisme va permettre à Bourassa de toucher autant à la politique fédérale que provinciale et municipale. Il pourra se prononcer sur la question navale ou sur le libre-échange, des sujets qui l'intéressent au plus haut point. On constate que le chef nationaliste privilégie cette nouvelle tribune qu'est la presse quotidienne, car il s'absente plus souvent de Québec. Il poursuit néanmoins à l'Assemblée sa critique du gouvernement Gouin sur des dossiers comme la colonisation, les richesses naturelles, l'administration municipale et l'instruction publique. Sur cette dernière question, il dénonce les misérables salaires que l'État consent aux institutrices. Il considère comme une marque élémentaire de justice d'accorder une rémunération décente aux femmes qui enseignent. Ces interventions ne font pas d'Henri Bourassa un féministe, mais elles peuvent apporter un bémol aux accusations de misogynie que l'on porte souvent contre lui.

La session de 1909 est celle où Bourassa se montre le plus combatif. Souvent, pendant ses longs discours, il s'avance sur le parquet de la Chambre tout près de la table du greffier, ce qui est peu conforme aux usages parlementaires.

Sa réputation de brillant orateur et de défenseur de la patrie se confirme à l'occasion du Congrès eucharistique de Montréal, en septembre 1910. Dans un discours célèbre prononcé à l'église Notre-Dame à Montréal, il a répondu aux propos de M^{gr} Bourne, évêque de Westminster, qui affirmait qu'en Amérique le catholicisme ne s'épanouirait qu'en anglais. Bourassa lui sert une réplique cinglante qui lui vaut une popularité renouvelée. Ce discours, largement diffusé, a confirmé Bourassa dans son rôle de chef national. Ses adversaires raillent l'image de sauveur de la patrie qu'il semble se donner: « C'est son intime conviction qu'en lui seul s'incarnent désormais et la patrie et la langue et la religion⁹ ».

Cette année-là, à propos de la marine, Bourassa rompt définitivement avec Wilfrid Laurier qu'il attaque durement sur toutes les tribunes. Il effectue un autre voyage en Europe à l'automne et se rend à Rome où il est reçu en audience par le pape Pie X. Ce voyage lui fait rater l'ouverture de la session à Québec, en janvier 1911. Même s'il s'absente souvent, Bourassa tient tête au gouvernement. La loi des tramways de Montréal l'amène à soulever la question du monopole de la *Montreal Light, Heat and Power* et celle de l'autonomie municipale. Il participe aussi aux grands débats sur la réforme électorale et l'impact du libre-échange sur l'économie du Québec.

L'été de 1911 est occupé par la campagne électorale fédérale et les nationalistes font alliance avec les conservateurs de Robert Borden pour renverser Wilfrid Laurier sur la question de la marine et sur celle de la réciprocité canado-américaine. Le 21 septembre, les libéraux sont défaits après 15 ans de pouvoir à Ottawa. Bourassa, qui a mené campagne contre Laurier, doit cependant avoir le triomphe modeste, car très vite le nouveau gouvernement déçoit ses alliés québécois. La politique de Borden sur la marine est aussi décevante que celle de Laurier aux yeux de Bourassa et les droits des francophones sont de moins en moins respectés. À la fin de 1911, les libéraux ne manquent pas une occasion de dire que Bourassa, le nationaliste, a contribué à faire triompher « la voix de Toronto ».

La session du Parlement québécois qui s'ouvre en janvier 1912 est la dernière à laquelle Bourassa participe à titre de député. Ses apparitions à l'Assemblée sont de plus en plus rares. Il prononce quelques grands discours sur l'économie ou sur les mariages entre catholiques et protestants, dossier où la législation fédérale interfère dans le droit civil québécois. Pour ses adversaires, Bourassa demeure un singulier personnage, indépendant et imprévisible. Il dédaigne les postes de prestige, l'argent et les titres ronflants. C'est un homme orgueilleux, mais il ne convoite aucun poste de chef politique. Il préfère « être au-dessus du chef [pour] tourner contre lui ses accents enflammés et ses indignations vengeresses¹⁰ ».

Retrait de la scène politique

Les rumeurs de son retrait prochain de la scène parlementaire s'intensifient. On lit dans *Le Canada* :

On remarque que le député de Saint-Hyacinthe [...] s'intéresse de moins en moins à ce qui se passe à l'Assemblée législative; il ne semble faire acte de présence, vers la fin des séances, que pour toucher son indemnité.[...] Et si l'on ajoute que le député

de Saint-Hyacinthe n'assiste jamais – règle invariable, – aux séances des diverses commissions permanentes dont il fait partie, on se demande : qu'est-ce que fait le maître¹¹?

De fait, le 26 mars, une semaine avant la fin de la session, Bourassa informe Tellier de son retrait de la scène parlementaire, et c'est le 9 avril qu'il l'annonce officiellement. *La Presse* publie à cette occasion un dur réquisitoire contre lui¹². Cette retraite n'allait cependant pas ralentir ses activités de journaliste, de conférencier, d'essayiste et de polémiste.

On le retrouve sur les tribunes pendant la crise de la conscription. Il se prononce sur des questions de politique internationale, sur la langue française, sur les droits de l'Église, sur le suffrage féminin. Il continue à diriger *Le Devoir* pendant 20 ans et il retourne représenter le comté de Labelle à Ottawa entre 1925 et 1935. Il fait ses dernières apparitions publiques pour appuyer le Bloc populaire de Maxime Raymond pendant la seconde crise de la conscription, en 1942.

Henri Bourassa est décédé le 31 août 1952, à la veille de son 84^e anniversaire de naissance. Aujourd'hui encore, il échappe à toute catégorisation simpliste, il demeure un être complexe et fascinant, qui a dominé la vie politique du Québec pendant plusieurs décennies.

Notes

1. Voir Groulx, Lionel. « Le rôle politique de Henri Bourassa », dans *Hommage à Henri Bourassa*, 2^e édition, Montréal, *Le Devoir*, 1952, p. 26.
2. Cité par Rumilly, Robert. *Henri Bourassa, la vie publique d'un grand Canadien*, Montréal, Éditions de l'homme, 1953, p. 274.
3. *Le Canada*, 27 mai 1908, p. 4.
4. « La journée du 8 juin 1908 », *L'Action sociale*, 9 juin 1908, p. 1.
5. *Ibid.*
6. Héroux, Omer. « La prochaine session », *L'Action sociale*, 29 janvier 1909, p. 4.
7. *La Patrie*, 9 mars 1909, p. 4.
8. « Les torts de Bourassa et Lavergne » (sur l'air de *Marianne va-t-au moulin*), *L'Événement*, 15 mars 1909, p. 2.
9. « Sa vraie vocation! », *Le Soleil*, 28 janvier 1911, p. 4.
10. *Le Soleil*, 14 janvier 1911, p. 4.
11. *Le Canada*, 11 mars 1912, p. 3.
12. « La retraite de M. Bourassa » *La Presse*, 9 avril 1912, p. 4.